

SAV'S Dessus snossæD n°2

«Ils nous la racontent à l'envers. On se laisse pas faire.»



DOSSIER

- La main dans l'SAC (Sanctions Administratives Communales)

ÇA SE PASSE ICI...

- Avis d'enquête publique
- Faire ses courses au LIDL
- A nous de leur tirer le portrait
- Terrorisme ?

COUPS DE GUEULE

- Le crétin du mois
- Allo, maman bobo

Juin 2013

Un journal pour jouer les trouble-fêtes dans la cour des grands et retourner la tête aux idées toutes faites.

Un journal qui part d'Ixelles mais ne s'y arrête pas ; qui vise la rencontre dans un joyeux boxon.

Un journal pour bousculer les normes et tailler à coups de plume, à coups d'épée, les plans de ceux qui veulent nous maîtriser.

*Ils nous la racontent à l'envers.
On se laisse pas faire.*

Avis d'enquête publique ?

Vers la fin de l'été dernier, plusieurs dizaines d'antennes-relais pour téléphone portable ont été installées dans le quartier. A ce moment -comme vous l'avez peut-être remarqué-, des panneaux fleurissent à Ixelles, affichant en grosses lettres : «Avis d'enquête publique».

Ils annoncent le projet d'installer de nouvelles antennes-relais et indiquent -comme toute enquête publique- que chaque citoyen peut venir consulter le dossier au bureau de l'urbanisme et donner son avis.

Je m'y pointe donc, sans illusion, pour obtenir plus d'informations et voir un peu à quoi ressemblent ce genre d'enquêtes. Les personnes à l'accueil distribuent les dossiers d'urbanisme en tout genre à celles et ceux qui demandent à les consulter mais, pour l'adresse que je demande... Rien.

- «Je suis désolée Monsieur, mais il n'y a pas d'enquête à cette adresse»

- «Vous êtes sûre? C'est pour une antenne-relais...»

- «Ah...vous auriez dû le dire... un bureau est spécialement ouvert pour ce sujet. Quelqu'un va vous y accueillir.»

Tiens, tiens... Ces antennes semblent avoir une autre importance que les dossiers habituels apparemment.

Pas le temps de réfléchir qu'un homme sort de son bureau et s'adresse à moi: «Bonjour Monsieur. Vous avez l'air de vous poser des questions concernant l'installation des antennes-relais. Vous allez voir à quel point il n'y a aucune raison de s'en faire. Je vais tout vous expliquer. Entrez.»

Moi qui voulais juste consulter un dossier, me voilà face à un type de la commune qui me fait toute la propagande du pourquoi et du comment ces antennes sont géniales et qu'il n'y a vraiment aucune raison valable de s'y opposer. Bien briefé sur le sujet, il sait y faire et sort la ritournelle habituelle du progrès:

- «Je comprends votre crainte. Avec les anciennes antennes, il y avait des raisons d'avoir peur quant aux problèmes de santé que peuvent provoquer l'exposition aux ondes, mais avec celles-ci... plus aucun risque.»

- «Ah, du coup les anciennes vont être enlevées alors?»

- «Oui! Enfin non... de toute façon vous savez, c'est pas nous qui décidons ce genre de choses...»

Me voilà rassuré, tiens.

Farce démocratique-tac-boum!

J'insiste pour consulter l'enquête. Tout en haut de la pile de dossiers, sur son bureau, j'aperçois un post-it où il est écrit : «Attention aux plaintes!» Le ton est donné... Il ne faut pas de remous autour de ces antennes-relais.

Pendant que je consulte les pages du dossier, le type continue de me débâter sa propagande cherchant à me rassurer et surtout à me décourager de fouiller plus. Je ne me laisse pas convaincre et lui demande une photocopie du dossier entier.

Pendant qu'il est parti, je m'aperçois qu'il reste des pages dans la farde laissée sur son bureau et commence à les feuilleter. J'apprends ainsi que... Les antennes sont en réalité déjà installées! Oui oui, j'ai bien lu!

A peine le temps de réaliser la mascarade que le type revient avec sa photocopie et m'interpelle:

- «Hé Monsieur, vous n'avez pas le droit!»

Il me reprend le dossier des mains. Surpris et amusé, je lui demande:

- «Mais ce n'est pas censé être un dossier d'enquête publique?»

- «Si... mais ça, c'est notre popotte interne...» dit-il, un peu gêné et agacé.

La bonne blague! On nous demande notre avis -puisque il le faut bien- mais de toute façon, c'est déjà trop tard. Au moins le rapport est clair quant à la possibilité de combattre leurs projets avec les armes qu'ils nous laissent.

Je quitte le bureau un peu halluciné de mon expérience même si j'ai bien en tête qu'elle n'a rien d'exceptionnel. Que ce n'est que le fonctionnement habituel auquel j'ai été confronté.

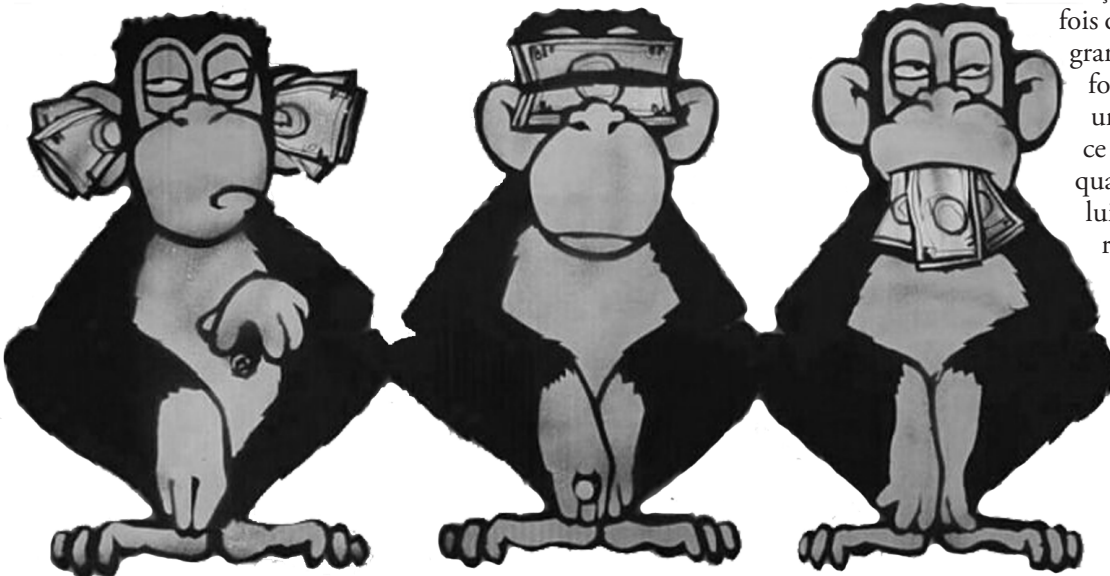
Je me rapelle alors toutes ces luttes contre les projets de l'Etat et du capitalisme qui ont débuté par un refus de participer à la mascarade des enquêtes publiques pour pouvoir imaginer s'y opposer directement et avec leurs propres armes. Ces personnes qui, par exemple, contre la construction d'un nouveau réacteur nucléaire (à Chooz dans les Ardennes) ont donné le ton en commençant par voler l'enquête et la jeter dans la Meuse.

N'était-ce pas là une façon de garder une prise directe sur leurs luttes et de ne pas donner à l'Etat l'opportunité d'asseoir la légitimité du projet par une consultation citoyenne. Ils avaient capté que l'enquête était déjà la première étape du projet.

Une belle leçon que je garde en tête à chaque fois que je suis invité à participer au grand jeu démocratique. Chaque fois que l'Etat me fait miroiter une possibilité de décision sur ce qui me concerne, ma vie, mon quartier,... dans le cadre qu'il a lui-même fixé et qui n'est pas questionnable.

C'est justement hors de ce cadre que j'ai l'impression de pouvoir imaginer reprendre ma vie en main.

Alors, on s'y met?!





LA MAIN DANS LE SAC?

Et non, ce dossier ne traitera pas des pickpockets (quoi que c'est bien dans nos poches qu'on tire le pognon), mais bien des Sanctions Administratives Communales.

Vous savez? Ces fameuses amendes que l'on reçoit par exemple quand on ne ramasse pas la merde de son chien, quand on jette un mégot par terre, ou quand on crache dans la rue!

Grâce à ce système, les communes peuvent sanctionner toute une série d'infractions, sans devoir passer par une procédure juridique. Ces "petites infractions" concernent, pour la plupart, des gestes dits d'incivilités, mais aussi certains délits que le parquet décidera de ne pas poursuivre pénalement.

Et bonne nouvelle: la loi vient de changer ! Et oui, nous aurons l'honneur de douiller encore plus si nous ne suivons pas scrupuleusement les règles qui nous sont imposées... Jusqu'à 350€. Mais ne nous inquiétons pas, si nous sommes insolubles il existe un autre moyen pour nous faire payer notre « incivilité », que nous ne nourrissons surtout pas un sentiment d'impunité : la prestation citoyenne, une forme de travaux d'intérêts généraux. Puis, bien sûr, la liste des infractions punissables administrativement s'est allongée, alors que par contre l'âge minimum pour être verbalisé a diminué. Maintenant les jeunes pourront être inquiétés à partir de 14 ans.



On voudrait nous faire filer droit

Cette loi s'inscrit dans le cadre d'une politique de sécurité et de prévention associant l'État, les régions et les communes afin d'assurer un "renouveau urbain". Une restructuration de l'espace qui permet une meilleure gestion de la population. Une bien belle intention que voilà: « la gestion » ! Ainsi depuis des années se succèdent divers plans et réformes censés répondre, entre autres, à ce qui est communément appelé le sentiment d'insécurité de la population. En vrai, c'est tout un arsenal répressif et de contrôle qui se met en place. Les dispositifs instaurés, soi-disant pour notre sécurité, (émergence des uniformes, présence policière accrue, pullulement des caméras...) entretiennent également eux-mêmes le sentiment d'insécurité pris en excuse pour les développer.

Lors de la réforme des polices (dans les années 90), émergent toutes sortes de nouveaux uniformes (agents de sécurité et de prévention, stewards...), un nouveau flicage de proximité. Actuellement, les agents communaux constatateurs d'infractions se diversifient et se multiplient. En plus des gardiens de la paix, des sections spéciales font leur apparition. Des agents de la propreté fouillent les poubelles afin de sanctionner les mauvais trieurs, des patrouilles de civils arpentent les trottoirs à l'affût du moindre geste "d'incivilité".

Dans le même temps, une série d'initiatives (contrats de quartier, propagandes publicitaires, associations...) développent la notion de citoyenneté et tentent de faire changer les mentalités et les comportements, en responsabilisant la population dans un environnement imposé, parfois franchement hostile. Comme si ce monde ne produisait pas lui-même les nuisances qui nous sont imposées et dont on voudrait nous rendre responsables.

Le bon citoyen devient son propre flic. Il n'a rien à se reprocher, il obéit aveuglement aux lois, aussi absurdes soient-elles, car il croit qu'elles sont le bon sens d'une vie en communauté douce, propre et paisible. Il ne se pose pas la question de ce que lui voudrait vivre, mais il accepte des normes, des codes, des manières qui lui sont imposées. En vivant dans l'illusion d'une participation active dans des prises de décision, il ne fait que cautionner un système sur lequel il n'a, en fait, aucune emprise.

Et puisqu'il est son propre flic pourquoi ne serait-il pas le flic de ses concitoyens? Si lui même intègre les normes, pourquoi ne les imposerait-il pas aux autres? Les moyens sont nombreux : éducation, reproches, harcèlements, délation, etc...

Ce n'est pas nous qui marchons pas droit, c'est le monde qui va de travers

Certains rétorqueront que ces infractions, ou certaines d'entre elles, dérangent réellement l'espace public.

Il n'est pas ici question de savoir si le caca c'est sale, s'il est bien ou mal de cracher par terre, ou si le tri des déchets est écologique, mais bien de comprendre à quoi participent ces sanctions dans la logique de ce système.

Parce qu'à force de nous parler de troubles publics et de crachats, on en oublie que beaucoup de personnes se galèrent grave. La vraie merde alors, c'est pas celle des chiens mais c'est quand les moyens de subsistance permettent à peine de survivre. Ce qui peut vraiment tenir à la gorge, c'est le danger de ne rien avoir à manger ou de ne plus avoir un toit sur la tête, pas le mégot qui traîne par terre. La sécurité qu'on nous vend à coup de dispositifs de contrôle, de surveillance et de répression, ne nous protège pas des misères que génère ce monde. Les vrais problèmes sociaux sont alors noyés dans la merde que l'on voudrait nous voir nettoyer.

Mais quand on a peur de jeter un papier par terre, qu'on traverse dans les lignes pour ne pas subir la répression, oser un pas de côté peut devenir compliqué. Et c'est ce à quoi s'efforce l'État: nous faire courber l'échine. Car la répression ne vise pas que la cible immédiatement concernée, mais agit aussi par exemplarité et par l'intégration de la peur de la sanction. Ainsi ceux qui détiennent le pouvoir sur nos vies et qui n'ont aucun intérêt à perdre leurs privilèges profitent de cette peur pour prévenir de possibles actes d'insoumission.

Alors maintenant, le mégot on le jette quand même par terre, mais on se retourne trois fois avant pour être sûr que personne ne nous voit. Et si on ne trie pas nos déchets, on s'assure de ne laisser dans nos poubelles aucun papier qui pourraient nous identifier.

A XL comme ailleurs

La commune d'Ixelles, comme tant d'autres, travaille à améliorer ses techniques de contrôle et de surveillance. Les caméras poussent un peu partout dans les quartiers et des uniformes de toutes sortes s'y baladent constamment. De grosses opérations "coup de poing" qui associent différents acteurs du contrôle et de la répression (afsca, stib, police, agents communaux,...) ont lieu régulièrement. La CellTag (la cellule anti-tag) collabore également avec la police lors d'opérations nocturnes pour lutter contre les incivilités et « chasser les tageurs ».

La proximité du quartier européen pousse la commune à redorer son image, à cacher la misère et la pauvreté dans des espaces quadrillés et surveillés, ou carrément en tentant de les faire disparaître grâce aux plans de gentrification - ou comment les riches



Quelques réflexes:

Evitez tant que possible de donner une identité. Un procès verbal adressé contre x a peu de chance d'aboutir. Mais, attention, les agents communaux ont aussi une mission de surveillance, et à force de tourner dans les quartiers, ils finissent par connaître nos têtes et nos domiciles...

Les agents constatateurs ont le droit de demander une identité, mais ne peuvent pas user de la contrainte, donc une paire de baskets bien serrées et courir vite et loin peut toujours être utile.

Les agents qui ne sont pas constatateurs ne peuvent pas verbaliser, mais peuvent prévenir les autorités compétentes, comme tous citoyens d'ailleurs. Sauf qu'ils sont généralement directement reliés aux services de police... mieux vaut donc ne pas s'attarder quand ils sont dans les parages...

L'agent constatateur doit être muni d'une carte. Si vous n'avez pas l'occasion de vous défaire de ses griffes, demandez à la voir et retenez son nom. Ça peut toujours servir...

Si vous êtes témoin d'une verbalisation, il n'y a rien à perdre à s'en mêler, faire du raffut ou de la diversion, ça peut aider...



viennent remplacer les pauvres. Hausse des loyers, architecture de haut standing, nouveaux commerces, lieux branchés, initiatives citoyennes et artistiques, tout est fait pour attirer une population cible, de classe aisée, telle que les fonctionnaires européens, les étudiants ou les artistes.

Les SAC sont alors comme une épée de Damoclès en plus au dessus des têtes des plus pauvres, qui n'ont qu'à bien se tenir s'ils veulent pouvoir continuer à être tolérés dans la commune. Parce que, quand on a déjà du mal à boucler ses fins de mois, on ne peut pas se permettre d'avoir des frais en plus si on veut pouvoir continuer à payer son loyer ou sa bouffe. Vous me direz que n'importe qui peut recevoir une amende. Mais c'est oublier que, comme par hasard, ce sont certains quartiers qui sont passés au crible; que le délit de sale gueule incite aussi les constatareurs à jouer de la sanction et que même si un costard-cravate peut se prendre une amende, celle-ci n'aura que peu d'influence sur son porte-monnaie et donc sur sa vie.

Offre d'emploi

Mais ne vous inquiétez pas, il est encore possible de trouver du travail pour s'en sortir, suffit de revêtir l'uniforme. Et oui, cela crée de nouveaux emplois dans un domaine en plein essor: la sécurité. Une manière de mettre au travail les plus précaires, les chômeurs longue durée, les jeunes, les grands frères, etc... tout en réalisant leur "plan d'intégration des populations socialement fragiles". De plus, l'État et ses structures espèrent légitimer leur surveillance en impliquant des habitants et des jeunes au flicage de leur propre quartier en leur offrant un uniforme, des responsabilités et de l'autorité. Surtout un moyen de plus de monter les pauvres entre eux en offrant à certains du pouvoir sur les autres.

Dans un climat où les licenciements vont bon train, les acquis sociaux qui maintenaient l'illusion d'une démocratie où il fait bon vivre tendent à disparaître. Par contre, les secteurs qui touchent au contrôle, à la surveillance et à la répression, eux, ne

manquent pas de débouchés. En période de "crise", alors que le fossé s'élargit entre les pauvres et les riches, l'État se donne toujours plus de moyens pour gérer et maîtriser sa population. Population, qui pourrait avoir de plus en plus de raisons de ne plus croire en ce système et de refuser les règles du jeu.

CHERCHE AGENT DE SECURITE (h/f)

Venez grossir nos rangs de chiens de garde

Notre société gère la surveillance des personnes, des informations et des biens sur tous les territoires que nous considérons en notre possession.



Votre mission consiste à

- surveiller, contrôler et sanctionner toute personne enfreignant nos lois ou qui pourraient y déroger.
- balancer tout ce qui vous semble suspect aux autorités compétentes

Vous alliez des qualités d'observation, de réactivité, de fermeté.

Rien ne vous échappe, vous n'avez pas de remord à foutre les autres dans la merde, vous en êtes même fier.

Vous savez obéir aux ordres. **Ce job est pour vous.**

Diplôme requis: aucun. Nous nous chargeons de votre formation. En quelques heures seulement vous aurez acquis le droit d'arpenter les rues en uniforme. Nous vous offrons un super pouvoir; celui de faire chier les gens en toute impunité

Flic recalé, refoulé de l'armée, bienvenu, venez dépasser vos frustrations.



La société de contrôle engage.

Les jeunes : une proie de choix

Désormais la loi permet de sanctionner les jeunes à partir de 14 ans. Encore un moyen de contrôle sur les jeunes, considérés comme la principale cause de délinquance et de criminalité dans les quartiers. Si la procédure est quelque peu différente pour eux, elle n'est pas moins contraignante, au contraire: procédure d'implication parentale, obligation de passer par une médiation, d'avoir un avocat et surtout, transmission (qui devrait être systématique) du procès verbal au procureur du roi. Car même si le mineur n'a commis aucun fait censé être poursuivi pénalement, le fonctionnaire communal* devrait prévenir le juge de la jeunesse, car ne sait on jamais que ça révèle un problème d'éducation. On voit alors comment un jeu de ballon considéré comme un trouble de l'espace public peut devenir une infraction et avoir des conséquences, parfois irrémédiables, sur les familles: amendes impossibles à payer, contrôles sociaux et policiers, intrusion dans la vie privée, stigmatisation du mineur, etc...

C'est pour notre bien?

Les SAC sont un moyen de plus dont l'État se dote pour diriger nos vies, empêcher le moindre travers, obliger à une bienséance établie par les codes de conduites de la morale dominante, sans que l'on vienne questionner les règles qui nous sont imposées.

L'État en s'immiscant dans toutes les sphères de nos vies, nous dépossède de nos propres facultés de jugement et de décision. Alors, dans une société qui se maintient grâce à une multitude de clivages (de classes, racistes, sexistes, etc..) et grâce à l'atomisation des individus; quand les seules libertés tolérées sont celles de consommer, produire et obéir; il devient plus que nécessaire de reprendre un peu de pouvoir sur nos vies. En décidant par et pour nous même, nous pouvons créer des solidarités pour briser l'isolement et éviter la guerre de tous contre tous mais aussi déterminer qui sont nos ennemis et où doit se situer le conflit.

Dans une ville qui se militarise et qui aimerait nous voir marcher au pas, il ne nous reste qu'à lutter contre la résignation et la soumission, refuser tout ce qui nous accule à ce système oppressif.

Que dire à ça? Doit on retenir nos mollards quand on est malade d'une rage que tout tente de réprimer? Ou doit on plutôt oser cracher à la gueule des dirigeants et des représentants de leurs autorités?

*Gratte-papier qui décide d'infliger ou non l'amende, son montant, la procédure de médiation, (etc) en fonction du procès verbal qui lui sera transmis. Il a un peu la mission du juge quoi... A Ixelles, c'est Bertrand de Buisseret qui se charge de cette magnifique mission !



Rififi (et loulou)

Ça se passe dans le bas de la petite rue Malibran, un jour à midi. Il y a des jeunes gars qui sont posés en attendant la reprise des cours.

Deux gardiens de la paix avancent vers eux et commencent à les emmerder. Le ton monte. Ils essayent de les interpeler. Ils en ont surtout après un. Ils le menacent « on te connaît, on sait à quelle école tu vas » et ils lui promettent une amende.

La petite bande réagit ensemble du tac-au-tac et les remballa : « Bah oui, nous on sait où t'habites, et alors ? Allez cassez vous ! »

Les deux violets se tirent. Ils l'ont bien mauvaise !

Le bruit des bottes



Parano cet article ? Voici quelques chiffres plutôt éloquentes :

En 2012, ce ne sont pas moins de 51 opérations « coup de poing » qui ont eu lieu sur le territoire d'Ixelles. Si nos calculs sont bons ça fait une moyenne d'environ 1 par semaine.

Le bilan fructueux de la dernière en date s'élève à 221 PV (parmi lesquels 95 pour jets de mégots, 33 pour « tapage dans véhicule », 10 pour « crachat », et quelques

uns pour détention de stupéfiants, chiens promenés sans laisse ou encore affichage illégal). Allez hop, une médaille pour les chiens de garde qui peuvent rentrer chez eux avec le sentiment du travail accompli !

Remarquons aussi qu'à Charleroi une opération du genre a été menée en coordination directe avec l'Office des Etrangers qui s'assurait qu'il y ait des places « libres » en centre fermé pour les éventuels sans-papiers attrapés. Pour celles et ceux qui auraient encore quelques espoirs en cette bonne vieille

gauche, c'est à Paul Magnette (Président du PS et bourgmestre de la ville de Charleroi) que nous devons cette initiative et qui n'était pas peu fier que « sa » ville serve de « zone-test » afin que cette pratique puisse être répandue à d'autres villes dans le futur.

Il y a quelques années, un slogan disait qu'« aujourd'hui ce n'est pas tant le bruit des bottes qu'il faut craindre, mais le silence des pantoufles ». Nous dirions qu'aujourd'hui, c'est bien ET l'un ET l'autre qu'il ne nous faut pas tant craindre, mais combattre.

FAIRE SES COURSES AU LIDL

C'est pas joyeux joyeux, des boîtes de conserves alignées entre donuts et coca sur des vieilles étagères en métal bleu et jaune. Design «Allemagne de l'Est» pour bouffe discount. On sent tout de suite qu'on est pas chez les bourges, mais qu'on va quand même devoir raquer pour de la merde.

En même temps Lidl est un peu à l'image du quartier, on a appris il y a quelques semaines qu'ils vont lui faire peau neuve pour l'hiver prochain : ambiance végétalisation, haute qualité environnementale et panneaux solaires. Il faut bien draguer la clientèle diversifiée du quartier : proposer une image éco-responsable pour attirer aussi ceux qui descendent tout droit de Schuman ou de Luxembourg. On peut facilement imaginer qu'à terme, les mangeurs de ravioli en boîte ne pourront plus payer leur loyer dans le quartier; ils iront consommer ailleurs leurs petits revenus et Lidl s'ouvrira à une autre catégorie de consommateurs. Et oui... Lidl n'a pas de préoccupation désintéressée pour l'environnement.

Sinon ce magasin ressemble sensiblement à tous les autres, par exemple il y a un gros vigile -gonflette- qui, l'air un peu benêt, surveille la marchandise qui sort du magasin. Il y a des caissières et des caissiers qui ont pas l'air d'avoir la vie drôle. De toutes façons y a pas trop de quoi se marrer entre la caisse, «bonjour madame», un patron qui gueule, «18 euros 80, s'il vous plaît», des clients qui rouspètent, «au revoir monsieur bonne journée»; on voit à leur air fatigué qu'il y a de quoi perdre le sens de l'humour.

Dans cette ambiance je me retrouve dans la file du dit -Lidl de la rue Gray- il n'y a qu'une caisse ouverte, il est tôt, le vigile n'est pas encore de service, les habitués sont arrivés à l'heure d'ouverture et le caissier a déjà la tronche par terre. On attend sagement notre tour au son des bip bip. Un type remonte la file pour sortir du magasin puisqu'il n'y a pas de sortie «sans achat» et qu'il a les mains vides. Là, le caissier se réveille et lui tombe dessus : «Monsieur MONSIEUR !! Hé, vous là, montrez moi vos poches!». Le gars est un peu choqué, il sort une orange de sa poche et explique que c'est à lui. Le caissier entre injonctions et menaces, lui demande de prouver que c'est son orange!! Un vrai bon discours de flic! Dans la file ça commence à bouillonner, la situation met plusieurs personnes à cran, à commencer par les deux mamies qui étaient occupées avec le caissier. Elles s'énervent copieusement sur l'attitude nauséabonde de l'employé. Même si cette orange est volée à Lidl, personne ne vole le pain de la bouche au caissier ! Son zèle est complètement déplacé, comme si il en allait de son honneur! Le caissier essaye de se justifier et demande à tous les clients de bien vouloir se taire et de le laisser faire son boulot; du coup tout le monde monte d'un ton pour mieux le contredire. Le gars à l'orange file dans le brouhaha. Le caissier continue son taf, malade de son petit pouvoir frustré.

Je retrouve les deux mémés sur le parking, dans un clin d'œil.

Alors, que les grandes surfaces repeignent leurs enseignes en vert ne change rien. L'argent et les marchandises continuent à polluer nos vies.



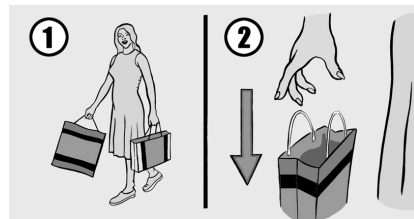
... TOUT À GAGNER (René Binamé)



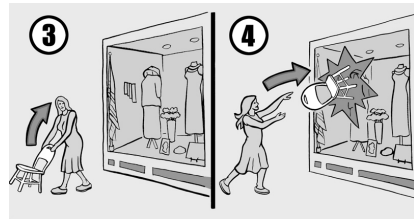
Quand nous n'aurons plus rien à vendre, à marchander ni à troquer.



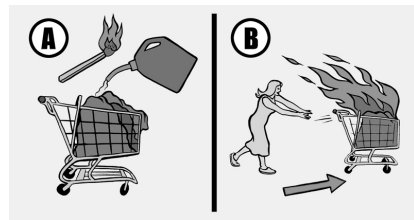
Quand il n'y aura plus de commerce plus de marché.



Plus de valeurs à échanger ni titres de propriété.



Nous pourrons enfin décider des richesses que nous produirons



et tout ce qui nous sera cher n'aura réellement plus de prix.



Sans patrons, sans notaires, sans gendarmes, sans vigiles, sans profs,



sans juges, sans contrôleurs, sans congés, sans loisirs, sans temps libre, sans vacances

nous pourrons enfin VIVRE.

Artistes, bourgeois et politiciens...

à nous de leur tirer le portrait !

Fin d'après midi ensoleillée sur Ixelles. Avec deux amis, on monte sur les hauteurs du quartier pour choper les derniers rayons. (Hé ouais, encore un des avantages pour les riches qui habitent les parties hautes de la ville ;-)

A quelques mètres de nous, devant une grande maison, on voit un attroupement d'une vingtaine de tailleurs et gilets «tendance» en train de siroter leur flûte de champagne dans la rue du Trône.

Curieux, on se décide à s'incruster pour capter la raison de leur présence.

On n'est pas déçus... c'est le vernissage d'une exposition ou s'est donné rendez-vous tout le gratin branché des artistes Ixellois. A l'intérieur, des personnes s'émerveillent devant trois grosses poutres de chantier et deux poulies qui se battent en duel au milieu d'un gigantesque appartement vidé pour l'occasion. Et l'artiste d'expliquer son « concept » devant son parterre de collègues qui acquiescent.

On se retient d'exploser de rire, mais c'est plutôt la rage qui monte...

Et on se casse, hallucinés de voir à quel point ces gens sont, complètement cyniques ou aveugles. Le problème, c'est que leur vision du monde, ils nous l'imposent chaque jour un peu plus avec leurs oeuvres qui se multiplient dans le quartier. Ça ne leur pose pas de problème de nous cracher à la gueule que la vie c'est facile, que le monde est beau quand ils peuvent se permettre d'utiliser un appartement pour exposer leur «œuvre engagée» alors que quelques rues en dessous, des familles s'entassent et se galèrent pour payer leur loyer. Il leur faut quoi pour comprendre ?

Une performance destructrice dans leurs galeries ?



« Plus on voit de galeristes, moins on voit les galériens »

Vous n'avez pas pu passer à côté de tous ces yeux affichés sur les murs et façades du quartier. Faut dire que 240 portraits énormes, ça s' remarque! Même qu'apparemment ça ne plaît pas à tout le monde... et comme le disait un voisin : « Avec ce type en face de ma porte, j'ai vraiment l'impression d'être observé dès que je sors de chez moi. Ça m'énerve! Y a que les artistes et les gens de passage dans le quartier pour trouver ça beau! »

Mais quel projet se cache derrière ces masques ?

Comme si les 62 nouveaux yeux-caméras de la police à Ixelles (voir numéro précédent) n'étaient pas suffisamment oppressants, ce dernier projet artistico-communal a décidé d'en rajouter une couche en collant 480 yeux de citoyens dans les rues.

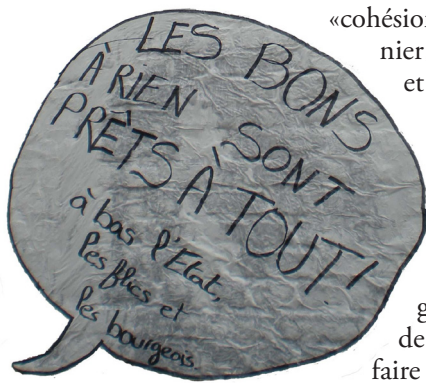
Mais cette fois, attention, ça n'a rien à voir... c'est fait pour «recréer du lien social» et qu'on se «réapproprie nos rues» comme ils disent dans les beaux dossiers du contrat de quartier. Qui pourrait s'en plaindre ? C'est bien vrai qu'on ne se parle plus beaucoup et que les rues tendent à devenir de plus en plus aseptisées, froides et tristes. C'est bien vrai qu'on est tous pris dans nos vies, dans nos réalités quotidiennes, dans nos galères et qu'on vit les uns à côté des autres en s'ignorant bien souvent (quand on ne se marche pas sur les pieds).

Mais ce «lien social» dont ils parlent, tout comme la «réappropriation de notre quartier» n'a pas la même signification dans la bouche des dominants que dans la nôtre. Leurs belles phrases publicitaires, elles puent le mensonge !

Nos photos mises les unes à côté des autres ne nous ont jamais fait nous rencontrer réellement. Elles ne sont que l'image de nos rapports: chacun dans son cadre, les uns à côté des autres plaqués sur les murs muets de la ville (nettoyés pour l'occasion de leur traces d'agitation). La seule différence est que cette réalité est cette fois affichée à la vue de tous. Comme des centaines de publicités à destination des eurocrates et autres bourgeois qui circulent et qui leur diraient: «Investissez dans ce quartier. Voyez, ici, il fait bon vivre, l'ambiance est chaleureuse, conviviale et sécurisée. Et il y a même des artistes pour vous distraire».

Certaines parties d'Ixelles correspondent déjà à cet idéal bourgeois, pour d'autres parties c'est moins le cas. C'est pourquoi la commune use de tous les outils à sa disposition pour forcer les plus pauvres à bien se tenir ou à quitter le quartier : les lofts remplacent les vieilles baraques et les loyers augmentent, les caméras-flics se multiplient et... les artistes mettent une couche de peinture «bio-verte» sur l'ensemble. Et hop, le tour est joué! Dans un quartier où les galeries d'artistes et les œuvres en tous genres se multiplient, les portraits authentiques des «vrais gens» viennent s'ajouter à la collection du musée à visiter.

Si l'objectif d'un tel projet est de donner une belle image du quartier à l'attention de nouveaux bourgeois à séduire, il a aussi pour but de contribuer à cette fameuse



«cohésion sociale» qu'ils nous rabâchent en permanence. En gros : nier les inégalités, les tensions existantes et espérer que le patron et l'ouvrier puissent cohabiter en paix dans un quartier à l'ambiance agréable. Et puis, ces portraits qui recouvrent les murs donnent l'illusion d'un environnement moins hostile. Comme si les affiches posées sur ces murs changeaient quelque chose à l'existence et au rôle de ces murs. Comme si le fait d'avoir le droit de participer à un jeu dont on ne peut changer les règles allait nous satisfaire et que faire une grimace sur une photo allait nous défouler. Comme si le fait de voir quelques portraits souriants le matin et le soir allait nous faire oublier la violence quotidienne que cette société nous impose.

Et en plus, on devrait leur être reconnaissants et participer à un tel projet alors qu'ils nous dépossèdent chaque jour un peu plus de nos vies, qu'on est de plus en plus sous surveillance et qu'on doit demander une autorisation pour le moindre truc. Qu'on est mis dans des cases et montés les uns contre les autres par ces mêmes dominants pour conserver leur pouvoir ; ceux là même qui se font maintenant passer pour les créateurs de liens par l'intermédiaire de leurs artistes subventionnés. Qu'ils nous parlent de «lien social» alors qu'ils peuvent décréter, quand ça leur prend, une interdiction de rassemblement de plus de trois personnes sur toute la commune. Qu'ils nous parlent de «réappropriation» alors que ce qui nous entoure est remodelé et imposé en permanence selon les lois de l'économie et du maintien de l'ordre.

C'est qu'ils ont une idée bien précise du sens qu'ils mettent derrière ces mots. De ce qui est acceptable ou non. De ce qui risque de perturber leurs plans et leur ordre ou de ce qui vient leur donner toute leur légitimité: la participation citoyenne comme objectif.

Et ben nous on en a marre de ces règles du jeu. Et on veut pas négocier ou se battre pour y modifier trois mots. Non, ce qu'on veut, c'est s'occuper nous mêmes de ce qui nous concerne: se rencontrer sans médiateurs et réinventer sans contrainte de cadre. Et puis, si ça nous tente, faire une aprem' entre voisins/voisines où certains dessineraient ensemble un grand portrait du bourgmestre pour le canarder de tomates pourries quand d'autres joueraient aux «fléchettes sur parcmètre» sans demander l'avis de la commune (d'ailleurs... ça vous dit?)

Un bande de désœuvrés.

Une bande de désœuvrés?

Dans le dossier de presse concernant ce projet, Paula Bouffrioux, qui en est l'initiatrice, explique ainsi le choix de venir dans le quartier voler à notre secours: «La rue Gray est un quartier en rupture entre le haut et le bas d'Ixelles. Il y a des tags, des magasins fermés, des bandes de jeunes désœuvrés, du trafic de drogue.» Mais pour qui elle se prend à parler comme ça d'un quartier où elle a à peine posé les pieds. Si on est désœuvrés, Paula, c'est que tes œuvres, on n'en veut pas. Et de ton arrogance et de ton mépris non plus ! Et puisqu'elle souhaite à ce point créer du dialogue, vous pouvez lui laisser un message sur son GSM : 04 74 57 11 18.

Certaines personnes n'ont pas l'air d'avoir trop apprécié l'invasion artistique que représentent ces 240 portraits. Depuis leur installation, de nombreuses affiches ont été déchirées, redécoupees, taguées ; recouvertes de phrases énervées ou amusantes. Dans le genre «*Ils nous la racontent à l'envers...*», une affichette avait été collée préventivement pour éviter ce genre de saines réactions en essayant de faire passer toute attaque contre le projet comme une attaque contre les personnes photographiées. Mais leur discours n'a pas pris et c'est bien contre le projet et non contre les personnes que ces interventions se dirigeaient. Avec ça, si les artistes arrivent encore à se féliciter d'avoir créé de la cohésion, c'est vraiment qu'ils vivent sur une autre planète et qu'ils n'ont pas peur du mensonge !



TERRORISME ?

FAUDRAIT PAS TOMBER DANS LE PANOU...

Bruxelles - Mercredi 22 mai vers 6h du matin, la bibliothèque anarchiste Acrata et 3 domiciles où habitent « notamment des compagnons anarchistes et anti-autoritaires » ont été perquisitionnés par la section anti-terroriste de la police fédérale. Lors de cette opération, 11 personnes sont embarquées pour être relâchées quelques heures plus tard.

Ce qui leur est reproché, personne n'en sait rien (on n'a pas encore eu accès au cerveau fumeux de la juge d'instruction en charge de cette affaire, Isabelle Panou). Mais tout ça a lieu dans le cadre d'une enquête ayant trait à « *une organisation terroriste, association de malfaiteurs, et incendie(s) volontaire(s)* » et qui reprendrait des faits s'étant passés de 2008 à nos jours (l'instruction reste ouverte).

Evidemment, le pouvoir a toujours su faire usage des mots et de la « justice » pour faire régner l'ordre. Mais cette accusation de terrorisme mérite bien qu'on s'y attarde un peu et qu'on remette les pendules à l'heure.

TERRORISME ? Pffff, si ça n'annonçait pas un probable procès, un paquet d'emmerdes, d'éventuelles peines de prisons et l'accentuation d'une tendance juridique pour gérer certaines luttes, ça donnerait presque envie de rire.

Terrorisme ? Ce mot fourre-tout sert surtout à dépolitiser le monde dans lequel on vit, les injustices qu'il génère et les oppositions qui lui font face. En faisant appel à un imaginaire sanglant ou viennent se mélanger violence aveugle, victimes innocentes, attentats cruels perpétrés par une bande d'illuminés sans foi ni loi, c'est un peu facile de mettre tout le monde d'accord.

Pourtant il y a une différence de taille entre ceux qui se battent pour se libérer de ce qui les opprime et ceux qui tapent dans le tas sans distinction pour défendre, renforcer, ou s'accaparer le pouvoir.

Et de ce que nous avons appris bien loin des bancs de l'école – et que madame Panou ignore peut-être ou feint d'ignorer pour le prestige de sa petite carrière au service de l'oppression- c'est que les anarchistes ont toujours été du côté des premiers cités... Terrorisme pour des gens qui visent à l'émancipation d'individu.e.s autonomes capables de décider ce qui est bon pour eux... fallait le faire !*

Par contre, sans chercher trop loin, on voit bien que s'il y a une organisation qui sème la terreur à travers le monde, c'est ce système qui condamne la grande majorité au travail forcé, qui part en guerre, qui impose l'industrialisation et les ravages écologiques, qui met des caméras à chaque coin de rue, qui construit des nouvelles prisons,... Dans le but avoué de maintenir son pouvoir et ses privilèges.

S'il est vrai que quelques concurrents se poussent au portillon, nous n'oublions pas qu'aujourd'hui l'Etat reste bien le terroriste le plus installé.

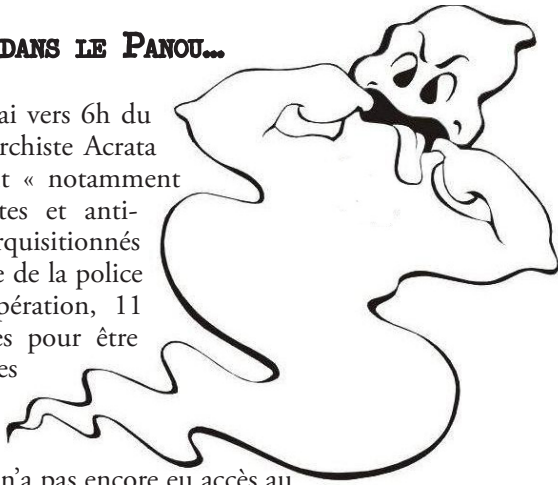
Terrorisme ? Il s'agit plutôt d'un outil de plus duquel s'est doté le pouvoir pour briser des mouvements de contestation qui lui échappent...

Si la répression sert notamment à faire peur aux esprits rebelles ou à rassurer le bon citoyen, les raisons de se révolter face aux humiliations quotidiennes restent vivaces et sont ressenties par bien des personnes. Les gestes d'insubordinations de ces dernières années ne sont pas les seuls faits de « les anarchistes » et ne pourront jamais être réduits à une catégorie de personnes.

L'autorité mérite toujours de recevoir des coups...

à chacun selon ses moyens.

* L'originalité n'est pourtant pas un trait de caractère de madâââme la juge Panou, le scénario a déjà été éprouvé en France, Grèce, Espagne, Chili,...



LE CRÉTIN DU MOIS

Et voilà, l'hiver a été long mais l'été approche et les effluves du printemps ont réveillé la majorité des crétins de la drague...

Découvrir ses guibolles, oser le short et les manches courtes, ça leur fait tourner la tête et leur délie la langue; quand on se promène faut se préparer à entendre des commentaires baveux.

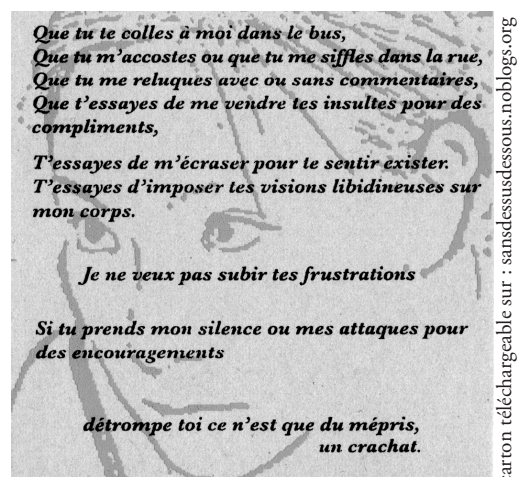
Franchement, ce mois-ci pas de sélection personnalisée... on aurait eu trop de mal à choisir. Faut nous excuser, le jury n'a pas pu décerner la palme du crétin du mois, pas par faute de concurrents, non, mais plutôt parce qu'il y en avait trop en lice. Autant vous le dire c'était gratiné ! Alors au lieu de perdre du temps à vous raconter leurs insanités... laissons place à la réplique!!!

On a trouvé un petit carton à distribuer pour détourner les yeux des connards trop occupés à nous déshabiller! C'est pas toujours facile à donner en face, mais ça laisse le temps de se casser et de continuer sa route. Ça peut se glisser néanmoins un peu partout : dans une main, une poche, un comptoir, par la fenêtre ouverte d'une bagnole, dans la cabine d'un chauffeur de bus, avec sa monnaie au magasin, dans une boîte aux lettres avec une petite dédicace... Tous les moyens sont bons pour se faire entendre !!

Loin de vouloir les éduquer, ça nous permet de dire ce qu'on pense des réflexions sous la ceinture.

Ma détermination dans tes dents !

À bon entendeur salut.



*Que tu te colles à moi dans le bus,
Que tu m'accostes ou que tu me siffles dans la rue,
Que tu me reluques avec ou sans commentaires,
Que t'essayes de me vendre tes insultes pour des compliments,*

*T'essayes de m'écraser pour te sentir exister.
T'essayes d'imposer tes visions libidineuses sur mon corps.*

Je ne veux pas subir tes frustrations

Si tu prends mon silence ou mes attaques pour des encouragements

*détrompe toi ce n'est que du mépris,
un crachat.*

La bibliothèque Acrata reste ouverte et maintient ses activités (www.acrata.be) et le journal Hors-service (publication anarchiste « épinglée » lors des interrogatoires) est sorti quelques jours après ce coup répressif.

Force, courage et détermination !

COURRIER DE LA LECTRICE

Aujourd'hui j'ai la gorge nouée, les épaules tendues, un besoin de tout casser qui me parcourt le corps.



Pourquoi?

Pour une broutille, une goutte de diarrhée dans l'océan de merde où flics, politiciens et citoyens modèles essaient de nous noyer.

Un petit rien.

Une personne promène quelques chiens en liberté toute relative (c'est à dire sans laisse). Ils parcourent ensemble le quartier de la place Flagey, des Étangs d'Ixelles, pour une ballade quotidienne et relaxante (parfois).

Deux hommes l'interpellent, «Mademoiselle, police administrative», ils lui tendent une carte officielle, «Veuillez mettre vos chiens en laisse. Nous sommes dans l'obligation de vous mettre une amende.» Dans ce genre de cas, les différents échappatoires possibles lui traversent la tête. Un doigt d'honneur, «allez vous faire foutre»? «Je n'ai pas de chiens, je ne vois pas de quoi vous parlez»? Mmmmh. Elle ne s'en sortira pas comme ça cette fois-ci. C'est la solution «oh c'que j'suis stupide!» qui lui semble la plus jouable. «Ah bon?! Je pensais qu'on pouvait lâcher les chiens autour des étangs.»

Ca y est, elle les amadoue, ils se radoucissent. «Et vous n'avez pas de petits sacs plastiques pour ramasser leurs crottes?! Vous savez que ça peut aller jusqu'à 250E d'amende?» «Oh mais il y a tant de déchets dans les rues avoisinantes, d'habitude je les utilise pour ramasser les déjections indésirables de ces si adorables petites bêtes». «Oui, c'est bien pour cela que nous sommes là, à partir de maintenant, nous quadrillons le quartier à pied et en voiture pour veiller au respect de l'ordre, de la propreté et de la santé de tous».

Pas d'amende cette fois-ci. Elle s'en sort bien. Elle est une femme, blanche de surcroît, les préjugés sont tenaces et peuvent parfois être utiles. Au retour, elle aperçoit sur son chemin deux agents violets, elle change de direction. Encore deux agents ornés des mêmes teintes, direction encore une fois déviée, pour les éviter. Une voiture de keuf passe non loin, ses occupants la dévisagent puis se détournent et cherchent d'autres proies. Elle finit par contourner la place Flagey pour rentrer saine et sauve chez elle.

L'ÉCRAN DE FLAGEY PREND DES COULEURS.

Ce n'est pas le soleil qui est venu donner des couleurs à l'écran géant de la place Flagey mais bien des petits malins qui l'ont redécoré de quelques belles tâches de peinture.

Et ce n'est pas la première fois. Ce panneau lumineux qui diffuse en continu la propagande de la ville vantant ses attraits économiques et de loisirs ainsi que son discours sécuritaire (notamment sur les SAC) ne plaît, décidément, pas à tout le monde.

Les 4 caméras de police actuellement installées (en attente de supplémentaires) et le tout nouveau commissariat qui surplombe la place et dégueule son flot de flics en civils, ne parviennent pas encore complètement à faire place nette (affiches, tags, mobilier urbain tout lisse et propre régulièrement dégradé).

Espérons que ce ne soit que le début!

Ce genre de petits accroc sont monnaie courante mais ils me laissent une tension et un goût amer dans la bouche pour tout le reste de la journée. Et pourtant, je fais partie de ces gens qui entrent encore pour un temps dans les cases de l'acceptable de ce système pourri. Je ne suis pas sans-papiers, je ne suis pas migrante, traitée comme un rien de rien, je ne suis pas en taule, privée de tout ce qui me définit comme humaine. J'ai la bonne couleur de peau, je parle français, assez bien pour pouvoir me sortir de situations désagréables. J'ai un domicile, je n'ai pas de travail et je reçois les aides sociales. Tout va bien, si on veut.

Mais l'étau se resserre. Même en étant, encore pour un temps, dans ce qui se révèle être acceptable pour la bonne moralité publique, je ne peux pas me sentir bien chez moi et dans mon quartier. J'ai dû placer un de mes deux chiens en planque à la campagne depuis trois mois, il y a certains endroits où je ne vais plus accompagnée de mes chiens (place flagey, étangs d'ixelles, etc), je suis sur le qui-vive et j'observe systématiquement mon environnement pour m'assurer qu'il n'y ait ni civils, ni keufs, ni rien qui me mette en danger. Certains jours, je suis forte et je suis capable de porter ces doses de stress mais d'autres jours je n'ai tout simplement plus envie de sortir de chez moi de peur de subir du harcèlement de la part des flics.

Par ce texte, je ne veux pas m'apitoyer sur mon pauvre sort en remerciant l'État d'être classée dans les bonnes catégories. Je ne veux pas me comparer aux personnes qui reçoivent les assauts policiers et administratifs autrement plus violemment. Je veux juste partager la rage que ce monde créé en moi, avec toi, éventuelle lectrice.

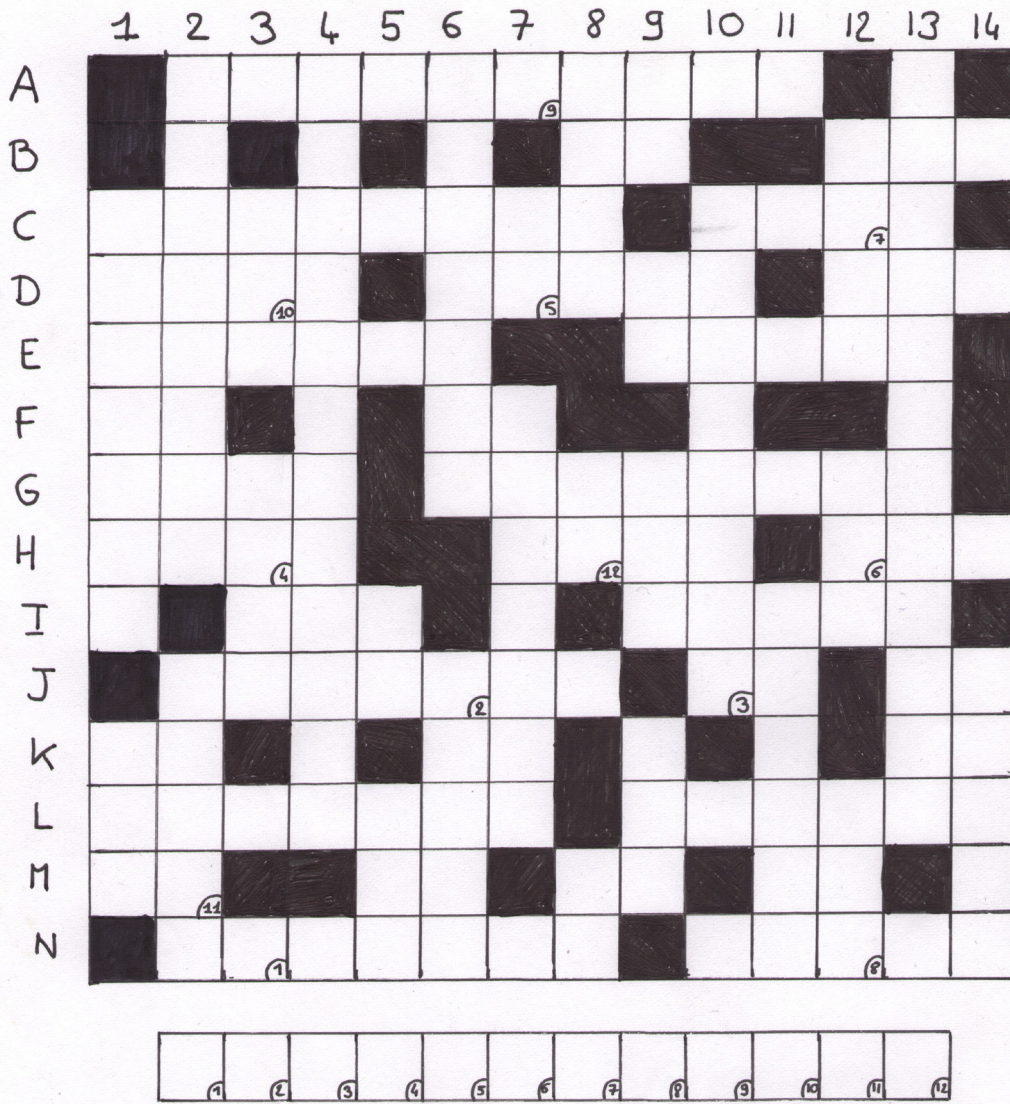
Je veux juste souligner que tout ça deviendra bientôt invivable pour tout le monde et pas uniquement pour les exclus les plus évidents du système. Que le fascisme ne porte plus l'étendard marron ou bleu mais bien toutes les couleurs de l'arc en ciel. Que les flics ne portent pas forcément l'uniforme et ne sont pas forcément payés par l'État (même si dans mon cas, ils étaient certes en civil mais bien mandatés par l'État).

Ce serait utile d'essayer de prendre en photo toutes les gueules de ces nouveaux civils (et des anciens aussi bien entendu), par quartiers, juste pour les avoir en tête et les diffuser un max, pour que les gens puissent se prémunir contre eux.

To be continued...



MOTS QUI S'ENTRECROISENT PÉTENT LEURS CASES !



A/ Utilisées pour dégager les pauvres et les immigrés. **B/** Magasin de cosmétique pour pauvres ; Derrière. **C/** Solidarité directe ; Ce qu'il faut faire quand le vigile t'appelle. **D/** Les chats y sont gris et tout y est permis ; Des gouttes couleront sur le front ; Elle a croqué dans la pomme sans demander la permission (et elle a bien raison!) **E/** L'œil de l'Etat sur nos vies ; On y enferme ta jeunesse et t'y apprend l'obéissance. **F/** Assemblée Générale ; Initiales anglaises « Pas de Frontières » **G/** Ce qu'il faut transformer en réalité ; Lieu d'humiliation et de jugement par les puissants. **H/** Porte de sortie pour évasion à l'ancienne ; Il n'a ni Dieu, ni Maître mais une éthique ; Mouvement de Libération des Femmes. **I/** On s'y repose ou s'y caresse ; Forge l'opinion publique sur des mensonges. **J/** Ferait bien de faire attention après avoir parlé ; Sud Est ; Pays flamand. **K/** Compétition sportive qui sert de prétexte à virer les pauvres des villes ; Expression d'étonnement ; Compagnie **L/** Dégueulasse ; Lieu de ballade préféré des flics en civils Ixellois. **M/** Expression admirative ; Ici ; Initiales d'une région du monde qui s'embrase régulièrement ; Père de ton père. **N/** Entreprise qui peut te couper le minimum vital pour factures impayées ; Une envie qui fait vivre.

1/ Il appartient à son parti politique ; Dieu à Dreadlocks. **2/** Assombrir l'horizon ; Catégorie de gens qui pullulent et se multiplient à Ixelles. **3/** Prénom masculin ; Ce qu'il fit avant de sortir en courant du supermarché. **4/** Celui de l'eurocrate se remplit pendant que le notre se vide. **5/** Tribunal Administratif ; Sésame pour passer la porte. **6/** Un ver qui éclaire dans la nuit ; Certains s'y sentent supérieurs pour y vivre parce que venant de là. **7/** Une dette ; Ambiance d'un lieu où la musique électro côtoie les flûtes de champagne. **8/** Elle peut parfois être lumineuse ; Tendence (à être ridicule) ; Elle a donné naissance à 4 desperados de renommée internationale. **9/** Style de musique énervé ; Note musicale ; Bruit que fait un poing sur la gueule d'un huissier ; OVNI anglais. **10/** Joies de fin du mois. **11/** Slogan de printemps pour virer les politiciens **12/** Il est trop souvent gris ; Compagnon de route ; Nous rend dépendant de la technologie pour tous nos déplacements. **13/** Outil indispensable de tout puissant pour contrôler ; **14/** Le prix à payer pour s'abriter.

Mot mystère : Révolte quotidienne.



Vous avez aimé ce journal?
Vous pouvez y contribuer en envoyant infos,
réflexions, anecdotes, coups de gueules,
illustrations...pour le nourrir.

sansdessusdessous@riseup.net

Si vous avez une information à faire
passer, quelque chose à partager,
faites le nous savoir!

sansdessusdessous.noblogs.org

RACONTE MOI DES HISTOIRES.

Gigantesque escroquerie jugée à Londres: «Elle aurait pu saper le système bancaire de l'ensemble du monde civilisé» affirme l'accusation. Lui, graveur, et un ami, imprimeur, avaient conçu le projet de ruiner le régime capitaliste. Dans ce but, ils oeuvraient des nuits entières, pour fabriquer des billets de banque qu'ils allaient distribuer en rue et aux portes des usines. A force de mettre en circulation de la fausse monnaie, ils espéraient voir tomber à zéro la valeur de l'authentique.

Londres, 27 Mars 1978



Deux garçons de 13 ans ont démolì à l'aide d'un bulldozer un bâtiment tout neuf que l'on avait édifié sur leur terrain de jeu favori, à Reno, aux Etats-Unis.

Ils ont attendu que les ouvriers du chantier soient partis pour la nuit et sont alors allés chercher un bulldozer dont ils avaient repéré la présence, à un kilomètre de là. Avec cet engin, ils sont passés à 4 reprises sur le bâtiment neuf. Lorsque les ouvriers sont revenus le lendemain matin, ils n'ont plus trouvé que des gravats.

Reno, 8 Février 1973